

SATURATION NATIONALE DU 115, DANGER POUR LES SANS-ABRI

Confronté à l'absence de places d'hébergement disponibles pour les sans-abri, **le 115 de Haute-Garonne a pris la décision d'un mouvement de grève de deux heures lundi 8 décembre après-midi, comme ultime alerte face au silence gouvernemental sur la crise de l'hébergement.**

Actuellement, à Toulouse, 250 personnes sont à la rue sans solution chaque jour avec un taux de réponse négative de 95 % au 115. Dans ce département et malgré la crise, l'Etat a diminué les capacités d'accueil mobilisées cet hiver.

La situation est critique dans d'autres territoires également :

A Lille, plus de 500 personnes restent sans solution malgré leur demande au 115.

A Lyon, ce sont 170 personnes en moyenne qui n'obtiennent pas de solution d'hébergement au 115.

A Bordeaux, 100 personnes restent sans solution, soit 62 % de refus chaque jour au 115.

Dans le Val-d'Oise, ce sont plus de 200 personnes sans solution. Cette situation dramatique touche également des territoires moins urbains, jusque-là moins tendus comme l'Oise, la Charente ou encore la Saône-et-Loire.

Comme chaque année, l'Etat attend une chute drastique des températures pour ouvrir des places de fortune dans des gymnases et des lieux précaires et les refermer dès que le thermomètre remonte. Pour sortir de la gestion saisonnière de l'exclusion qui alimente une crise humanitaire sur les territoires, il est urgent que l'Etat et les collectivités locales s'engagent :

- à ouvrir toute les places disponibles sans attendre les grands froids, en garantissant la non remise à la rue forcée des personnes le matin, avec un accueil digne et une orientation rapide vers des solutions pérennes.

- à lancer un plan d'urgence sur les territoires en tension, visant à la mobilisation du parc social et privé pour loger et héberger les sans-abri de manière durable.

Au-delà de ces mesures d'urgence et pour éviter la triste répétition des crises chaque hiver, les associations de solidarité demandent au gouvernement une loi de programmation de logements très sociaux et d'hébergements pérennes.